

TORONTO – Les libéraux et les néo-démocrates de l'Ontario sont montés aux barricades, jeudi, contre une proposition des progressistes-conservateurs qui veulent faire de la province un endroit respectant le «droit au travail», un principe cher à la droite économique.

Selon les deux partis, cette idée coûterait des emplois plutôt que d'en créer.

Les progressistes conservateurs, qui forment l'opposition officielle à Queen's Park, veulent modifier les lois du travail pour éliminer la «formule Rand», qui prévoit que tous les employés d'un milieu syndiqué sont tenus de payer des cotisations — et même s'ils ne font pas partie du syndicat.

Selon le porte-parole conservateur en matière de travail, Monte McNaughton, l'Ontario est l'«un des seuls endroits au monde où les gens doivent joindre un syndicat pour occuper un emploi». Selon lui, la méthode du «droit au travail» permettrait de créer des milliers de postes en Ontario.

Pour le ministre libéral du Travail, Yasir Naqvi, la proposition conservatrice est plutôt une «tueuse d'emplois», et a cité le président américain Barack Obama, selon qui cette méthode est un «droit de travailler pour moins cher».

Même son de cloche au Nouveau Parti démocratique (NPD) provincial, alors que la chef, Andrea Horwath, accuse les conservateurs de vouloir «écraser les syndicats en Ontario».

«La volonté de faire baisser les salaires et de se débarrasser du mouvement syndical n'est pas la voie de la prospérité.»

Quant à l'Ontario Federation of Labour, l'opposition à l'ordre du jour «anti-travailleur» du chef conservateur Tim Hudak est devenue le thème du congrès annuel du syndicat, cette semaine à Toronto.

Ontario un plan conservateur anti-syndicats suscite l'opprobre des autres partis

Écrit par L'actualité

Jeudi, 28 Novembre 2013 22:50 -

Toujours selon le NPD, la proposition progressiste-conservatrice augmenterait la pression sur la classe moyenne déjà menacée dans la province.

Le député McNaughton a pour sa part martelé que les conservateurs étaient unis sur cette question, mais la proposition du «droit au travail» n'a été approuvée que par 53 pour cent des délégués du parti lors d'un congrès en septembre.

Cet article [Ontario: un plan conservateur anti-syndicats suscite l'opprobre des autres partis](#) est apparu en premier sur [L'actualité](#).

Consultez la source sur Lactualite.com: [Ontario un plan conservateur anti-syndicats suscite l'opprobre des autres partis](#)